



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Bibliographie

Citer ce document / Cite this document :

Bibliographie. In: Économie rurale. N°89, 1971. pp. 127-134;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1971_num_89_1_2150

Fichier pdf généré le 26/03/2019

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE SIGNALÉTIQUE

La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station Centrale d'Economie et de Sociologie rurales

de l'I.N.R.A. Nous remercions en particulier Mademoiselle C. Pinson, documentaliste, pour l'aide qu'elle nous apporte.

Les articles sont classés selon le cadre suivant :

1. Recherche - Enseignement.
2. Economie générale.
3. Gestion et programmation dans l'entreprise.
4. Statistique, méthode et enquêtes.
5. Offre agricole.
6. Débouchés - Consommation.
7. Commercialisation.
8. Prix et revenus.
9. Coopération.
10. Organisations professionnelles.
11. Structures.
12. Institutions - Législation.
13. Sociologie.
14. Démographie.
15. Histoire.
16. Croissance et développement.
17. Planification.
18. Investissements - Financement.
19. Politique agricole.
20. Marché commun.
21. Commerce international.
22. Agricultures étrangères.
23. Etudes par produit.

1) Recherche - Enseignement.

Enquête communautaire sur la formation scolaire générale et agricole des chefs d'exploitation. Résultats complémentaires sur la formation scolaire, générale et agricole des chefs d'exploitation. — Cah. Statist. agric. (158), sept. et oct. 1970, 15 pages, tabl., graph.

(Voir première partie dans le n° 156 de cette revue).

2) Economie générale.

CRAMOIS (M.). — Les comptes de l'agriculture. — C.R. Acad. Agric. **56** (12), 17 et 24 juin 1970, 893-899.

3) Gestion et programmation dans l'entreprise.

ATTONATY (J.M.), HAUTCOLAS (J.C.). — Du programme linéaire au calcul automatisé du budget d'exploitation agricole. — Bull. techn. Inf. (255), déc. 1970, 711-740.

JOIRE (Etienne). — L'utilisation de l'ordinateur dans la collecte, la transformation et la distribution du produit dans une laiterie américaine. — E.S.C.A. E.R. 1970. — 29,5 cm, 117 p., tabl., graph.

4) Statistique, méthode et enquêtes.

BRANGEON (J.L.), RAINELLI (P.). — Les comptes de patrimoine de l'agriculture : problèmes posés par leur élaboration et essai pour la France entière et la Bretagne en 1963 et 1967. — Rennes, INRA-Station d'économie rurale, Sér. Et. et Doc. (7), déc. 1970, 78 p. multigr., tabl., réf. Et : Et. Econ. rur. **18** (62), déc. 1968.

PROD'HOMME (J.P.). — Technique d'enquête économique et sociale. Son application en milieu rural. - Grignon, E.N.S.A., Chaire d'économie rurale, oct. 1970, 47 p., bibliogr.

6) Débouchés - Consommation.

CLAUDIAN (J.), SERVILLE (Y.). — Etudes sur le comportement alimentaire. Réflexions sur la consommation des produits laitiers en France. — Bull. de l'INSERM 25 (2), 1970, 213-258, 19 tabl., 24 réf. bibliogr.
Rev. Div.

8) Prix et revenus.

MARCILLAC (L. de), BONNAYS (G.). — Les complexités du prix du lait à la production. — Econ. et Statist. (19), janv. 1971, 17-36, tabl., graph., cartes.

11) Structures.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE. Aménagement rural et structures (Direction). Mission d'orientation et de synthèse. Dossier pour la définition des interventions en matière de structures agricoles. N° 2 - Projections de la population agricole (actifs masculins) pour la France entière et par région de programme). — Paris, SEDES, 1970. — 29 cm, 53-XXII p.

TIREL (J.C.). — Présentation et utilisation du programme New Pop. Projection du nombre d'exploitations et de la répartition des chefs d'exploitation par classe d'âge. — Grignon, INRA-Laboratoire d'économie rurale, janv. 1971. — 28 p., tabl. (Note méthodologique n° 4).
Coll. INRA-Grignon.

13) Sociologie.

LAJOINIE (André). — Les communes rurales dans le système actuel. — Econ. et Polit. (198), janvier 1971, 103-121.

Les pauvres dans les sociétés riches. — Recherche sociale (30), juillet-août 1970.

Terroirs africains et malgaches. — Et. rur. (37-38-39), janv.-sept. 1970, 3-555, fotogr., cartes.

14) Démographie.

SARES, Paris. Evolution et prévision de la population active agricole. — Bruxelles, Commission des Communautés européennes, Inform. internes sur l'Agric. (61), sept. 1970, 90 p., cartes, tabl., graph.

15) Histoire.

GRATTON (Ph.). — Mouvement et physionomie des grèves agricoles (1890-1935). — Le mouvement social (71), avril-juin 1970, 3-38.

16) Croissance et développement.

ETIENNE (G.). — Problèmes de recherche et notes bibliographiques sur le développement en Asie du Sud-Est. — R. Tiers-Monde 11 (44), oct.-déc. 1970, 833-852, bibliogr.

HAYAMI (Yujiro), RUTTAN (V.W.). — Agricultural productivity differences among countries. — Amer. econ. R. 60 (5), déc. 1970, 895-911, réf.

MEISTER (Albert). — Développement communautaire et animation rurale en Afrique. — L'homme et la société (18), oct.-déc. 1970, 129-145.

SZCZEPANIK (Edward F.). — Importance et efficacité des investissements agricoles dans certains pays en voie de développement. — Bull. mens. Econ. Statist. agric. 18 (12), déc. 1969, 1-13.

WORONOFF (Denis). — Aux origines d'un développement manqué. Les bourgeoisies immobiles du Sud-Ouest. — Polit. aujourd'hui, janv. 1971, 19-32.

17) Planification.

BREGUET (P.E.). — Une mutation dans la conception de la planification : le VI^me plan. — Probl. écon. (1196), 3 déc. 1970, 2-9.

19) Politique agricole.

La politique agricole II. — O.C.D.E. Bibliogr. Spéc. analytique (28), 1970, 238 p.

20) Marché commun.

BAILLET (Claude). — Perspectives de développement des exploitations bovines dans la Communauté Economique Européenne. — Bruxelles, oct. 1970, 41 p.

Guide de l'organisation du marché du lait et des produits laitiers dans la CEE. — CNCE (Service des produits agricoles), Union interfédérale des producteurs, des coopératives et des industriels laitiers, s.d., 129 p.

KIRCHHOFF (Hans). — L'industrie de conservation et de transformation de fruits et légumes dans la CEE. — Bruxelles, Commission des C.E., Inform. internes sur l'Agric. (49), oct. 1969, 454-IV p.

22) Agricultures étrangères.

Le « rapport vert » allemand pour 1970. — Agric. dans le monde 20 (1), janv. 1971, 37-40.

LISTE D'OUVRAGES RECENTS

La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station centrale d'Economie et de Sociologie

rurales de l'I.N.R.A. Certains d'entre eux seront analysés ultérieurement.

2) Economie générale.

FARCY (H. de). — Economie agricole. — Paris, Sirey, 1970. — 24,5 cm, 447 p., tabl., bibliogr.

PROU (Charles), CHERVEL (Marc). — Etablissement des programmes en économie sous-développée. Tome 3 : L'étude des grappes de projets. — Paris, Dunod, 1970. — 24 cm, XIII-245 p. (Statistique et programmes économiques, 16).

3) Gestion et programmation dans l'entreprise.

CORRE (J.), FONTANEAU (M.), RIOLLET (J.). — Guide comptable professionnel des entreprises agricoles. — Paris, I.G.E.R., 1970. — 24 cm, 216 pages + 1 encart.

7) Commercialisation.

JAGGI (Yvette). — Le phénomène de concentration dans le secteur de la distribution en relation avec l'avènement de la société de consommation massive. — Lausanne, Imprimerie La Concorde, 1970. — 23 cm, 692 p., tabl., bibliogr.

O.C.D.E., Paris. Commercialisation des produits agricoles et croissance économique. — Paris, 1970. — 24 cm, 163 p.

9) Coopération.

GIDE, LOYRETTE, NOUEL. — Les coopératives agricoles dans le Marché commun. Etudes comparées. Régime juridique, fiscal, social et financier, sous la dir. de J.G. de Villeneuve... — Paris, Dictionnaires A. Joly, 1969. — 22 cm, 486 p., tabl.

10) Organisations professionnelles.

Les groupements de producteurs et l'organisation des marchés agricoles. — Paris, A. Colin, 1969. — 21 cm, 128 p., bibliogr.

12) Institutions - Législation.

RAMAIN (Françoise). — Droit de l'exploitant - droit de l'exploitation (Problème de la charge foncière). — Grenoble, Institut de recherche économique et de planification, janv. 1970. — 27 cm, 397 p. multigr.

16) Croissance et développement.

FLORES (X). — Les organisations agricoles et le développement. — Genève, B.I.T., 1970. — 24 cm, X-608 p., réf. bibliogr. Coll. B.I.T.

18) Investissements - Financement.

O.C.D.E., Paris. Rapports sur les politiques agricoles. Le capital dans l'agriculture et son financement. — Paris, 1970. — 2 vol., 24 cm, 128 pages + pag. mult., tabl., graph.

21) Commerce international.

F.A.O., Rome. La stabilisation du commerce international des céréales. Examen des problèmes et des solutions éventuelles. — Rome, 1970. — 28 cm, VI-65 p., dépl.

23) Etudes par produit.

CENTRE NATIONAL DU COMMERCE EXTERIEUR. Département des études de marchés agricoles et alimentaires. Service des produits agricoles. — Structure de la production porcine en Allemagne fédérale. — Paris, oct. 1970, 133 p., tabl., graph.

BIBLIOGRAPHIE ANALYTIQUE

DELORS (Jacques). — *Les indicateurs sociaux*. Collection Futuribles, SEDEIS, 1971, 390 p.

Il s'agit de mettre en évidence les choix explicites, mais aussi implicites, que fait la collectivité, sans, hélas, mesurer les conséquences des décisions ainsi prises.

Est-il possible d'exprimer, par un ensemble de données quantitatives, l'état d'une nation dans différents domaines de l'activité économique et sociale ?

Dans chaque domaine exploré, les auteurs se sont demandé si l'indicateur utilisé avait une signification univoque ou équivoque, et s'il reflète les structures du système ou bien sa performance. Reste le domaine de l'information elle-même : des chiffres sont-ils disponibles ; leur qualité est-elle suffisante ; peut-on opérer des comparaisons dans le temps et dans l'espace ; les données sont-elles ventilables par région, par catégorie socio-professionnelle, etc... ? 400 données ont été ici retenues.

Ces chiffres sont réunis autour de certains thèmes précis du développement social : espérance de vie, protection de la santé, évolution de la famille, participation de la femme à la vie économique (l'objectif d'une participation favorisée n'est pas admis et un attachement à une conception traditionnelle des fonctions de la femme persiste !), place des personnes âgées, comportement vis-à-vis des marginaux (comment définir la pauvreté), évolution de l'emploi, rôle de l'éducation, développement culturel, adaptation au changement, mobilité sociale, utilisation des richesses nationales et du revenu, évolution des patrimoines, prévoyance et solidarité, habitat, espace rural (traité un peu légèrement), développement urbain, utilisation du temps.

La richesse de ces thèmes montre l'importance capitale de ce livre.

Les économistes ont une vision trop quantitative du développement. Il est essentiel d'améliorer nos outils qualitatifs. L'équipe animée par J. Delors y est parfaitement parvenue.

(Ph. Mainié)

Groupe de sociologie rurale, C.N.R.S. — *Les collectivités rurales françaises*. Sous la direction de M. Jollivet et H. Mendras. A. Colin. 1971, Tome I, 217 p.

L'intégration rapide des collectivités paysannes ne correspond pas à un simple phénomène d'assimilation, mais à une réaction réciproque et originale entre chacune d'elles et la société globale. Ainsi « la France offre un champ privilégié pour des études de changement social ». On y trouve une grande variété de systèmes qui sont soumis aux mêmes forces de changement.

L'hypothèse admise ici est que chaque société rurale a développé jusqu'au XIX^m siècle sa cohérence propre. Après, elle est entrée dans une période de désagrégation progressive. Aujourd'hui, elle cherche une logique et une cohérence nouvelle. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, les sociétés villageoises ne sont pas détruites, elles se reconstruisent à une échelle plus vaste, celle des bourgs et petites villes.

Aussi les collectivités locales futures retrouveront « certains des traits essentiels qui caractérisaient les sociétés rurales d'autrefois, et qui ont été estompés par les bouleversements dus à l'industrialisation et à l'exode rural » (p. 30) :

- 1 — homogénéité culturelle, due à la civilisation dominante de la société globale ;
- 2 — diversité sociale, à cause de l'accroissement des services ;
- 3 — cohésion sociale, autour de nouvelles activités culturelles ;
- 4 — caractère minoritaire de l'activité agricole ;
- 5 — imbrication étroite des activités agricoles et non agricoles ;
- 6 — rôle capital des migrations saisonnières comme élément de contact avec l'extérieur.

Un essai de découpage régional est présenté grâce à sept cartes (maximum de population, proportion de jeunes, population vivant de l'agriculture, faire-valoir direct, pascalisants, gauche 1962, enseignement primaire privé).

Dix cantons ont été étudiés en détail. Les éléments de comparaison ainsi réunis permettent d'analyser quelques tendances majeures. Citons, à titre d'exemple, le rôle joué par l'appropriation des terres, et l'adoption massive et récente de la télévision : le régime foncier résiste depuis des siècles aux réglementations, la télévision renforce paradoxalement le système des valeurs et l'agencement social en les adaptant aux transformations de la société globale.

Il ressort de ces observations que l'équilibre s'est maintenu malgré un exode rural massif, aussi bien au point de vue démographique que nuptial.

Les auteurs terminent en analysant le système d'idéologie et de valeurs, les classes et le système agraire. Les collectivités rurales gardent leur vitalité, si certaines conditions sont remplies : dimension minimale, moyens de communication suffisants, voisinage urbain, système économique viable, relations locales nombreuses, institutions centrées la vie sociale (p. 199).

(Ph. Mainié)

RAINELLI (Pierre). — *Les relations entre capital et production dans l'agriculture*. Paris. Eyrolles, Collection Rythmes économiques. 1971, 219 p.

Ouvrage très fouillé, faisant le point complet des connaissances et évaluations actuelles en matière de capital.

L'auteur rappelle la signification de la notion de coefficient de capital, en montre les limites et indique clairement toutes les précautions à prendre en matière de mesure de ses termes.

Le coefficient brut, comprenant le capital total, indique un mouvement général décroissant. Il est cependant extrêmement curieux de constater que le capital reproductible et la valeur ajoutée augmentent parallèlement. « L'élaboration d'une unité de produit agricole réclame en 1963 un montant de capital fixe, terre exclue, sensiblement équivalent à celui qui était nécessaire il y a plus d'un siècle et demi » (p. 108).

Qu'en est-il de l'évolution future du coefficient de capital ? L'accroissement des valeurs foncières, la modernisation des bâtiments, le rôle plus important du cheptel vif devraient contribuer à l'augmenter. Seule la concentration des exploitations devrait provoquer une diminution du capital machine immobilisé.

En conclusion, « Rien ne permet dans l'état actuel de nos connaissances d'affirmer si l'intensité en capital reproductible sera modifiée, et le cas échéant dans quel sens se fera la variation » (p. 116).

Plusieurs annexes, faisant le point de nos connaissances statistiques, complètent ce précieux ouvrage.

(Ph. Mainié)

JUNG (Jacques). — *L'aménagement de l'espace rural, une illusion économique*. Paris. Calmann-Lévy, 1971, 406 pages.

L'auteur met en évidence le faux problème que constitue l'aménagement rural. Arguant du fait que 15 millions de ruraux continueront à occuper 90 % du territoire national, certains affirment que cet espace doit bénéficier d'une politique spécifique. « A l'issue de cinq années d'une bataille acharnée, orchestrée par le ministère de l'agriculture, ils ont obtenu la signature du décret n° 70-487 du 8 juin 1970 (...). L'ambition de ce livre est de montrer la nocivité d'une conception autarcique de l'aménagement d'une fraction du territoire ». L'aménagement doit être global et ne pas opposer rural et urbain. Cette conception rendra un meilleur service au monde agricole, dans la mesure où son avenir sera préparé conjointement avec celui des agglomérations urbaines.

L'auteur définit la notion d'aménagement et plus particulièrement celle d'espace rural. Les définitions administratives ne manquent pas. Quelle que soit celle que l'on adopte, il apparaît que la population agricole vivant dans les communes urbaines s'est accrue sensiblement, de 1946 à 1962, aussi bien en valeur absolue qu'en valeur relative.

A l'opposé, la population rurale non agricole est en progression.

Les spécificités du territoire rural existent-elles ? Les ruraux souhaitent trouver à la campagne ce qui se trouve en ville (p. 68). L'espace rural n'est d'ailleurs pas un milieu naturel (p. 82).

On suivrait volontiers l'auteur dans sa plaidoirie, si l'aménagement urbain suivait chez nous les normes suédoises (10 m² d'espace vert pour 4 m² de plancher = une tour de vingt étages sur un hectare !). Or ce que nous en connaissons en France avec son anarchie, son ignorance des espaces verts et des besoins collectifs, provoque la méfiance des administrés ! Faut-il donc s'étonner des réticences agricoles ?

L'importance des activités non agricoles en milieu rural et leurs effets heureux sont clairement mis en évidence : industrie, artisanat, secteur tertiaire, résidences. On sera volontiers d'accord sur le fait que, pour beaucoup, les grands sites touristiques ont un caractère urbain (p. 237). Cependant les excès des promoteurs privés sur la côte languedocienne ou provençale conduisent les usagers à réagir vigoureusement contre les excès de la ville. C'est pourquoi le second dialogue entre le ruraliste et l'auteur n'emporte guère la conviction. Il est trop facile pour l'auteur de présenter le ruraliste comme obsédé par les opinions « caricaturées » de son milieu. Certes, il faut féliciter l'auteur d'ouvrir ainsi le procès de l'aménagement. Malgré les défauts ancestraux de nos administrations, il nous semble irréaliste de croire qu'il est possible de les remplacer par une mission interdisciplinaire, souple, formée de gens compétents du secteur privé ou public. Pense-t-on aux ravages des procédures interministérielles, qui noient souvent les responsabilités et diluent les décisions ?

Le scandale de La Villette devrait éclairer sur le pouvoir réel d'une mission régionale légère et interministérielle, lorsqu'elle ne peut s'appuyer sur un pouvoir régional vivant (voir le maigre rôle de la Ville de Paris dans l'affaire de la S.E.M.V.I.).

Les administrations spécialisées, même si celles-ci défendent trop souvent des conceptions anachroniques, ont l'avantage d'exister et d'être responsables. Il existe là tout un secteur de recherches à débroussailler sur la vivisection des décisions administratives. Gageons que l'auteur excellerait certainement dans la rédaction de ce chapitre supplémentaire. C'est certainement la question qu'il convient d'éclairer pour conclure ce procès.

(Ph. Mainié)

VIRATELLE (Gérard). — *L'Algérie algérienne*. Paris. Editions ouvrières, 1970, 185 p.

Ce passionnant bilan économique de sept années d'indépendance souligne combien la réalisation de l'objectif prioritaire d'industrialisation est freiné par le retard de l'agriculture. Les trois quarts de la population vivent encore de cette activité.

Deux agricultures existent, elles ne sont pas complémentaires, l'une est moderne et socialiste, l'autre traditionnelle et toujours privée. La première, héritière de la colonisation, est aujourd'hui autogérée, elle utilise les meilleures terres et fournit presque toutes les exportations agricoles. La seconde, confinée sur des sols pauvres et secs, regroupe encore plus de la moitié de la population agricole.

Dans ce secteur privé, l'indivision permet à de nombreux grands propriétaires de conserver leurs terres. On parle depuis plusieurs années de réforme agraire, en fait celle-ci est constamment différée. Elle suscite toujours une certaine méfiance chez les fellahs. Dans un pays où les techniques culturales sont restées arriérées, un partage du sol accroît-il sensiblement le niveau de la production ? On peut en douter, dans la mesure où ces petits agriculteurs sont en fait des « pasteurs fixés à la terre ».

Toujours est-il que « les paysans sont encore les vrais, sinon les seuls prolétaires de l'Algérie indépendante » (p. 133).

L'auteur présente une analyse lucide des tentatives de rénovation rurale : certaines expériences, toutefois coûteuses, construisent de véritables communautés en voie de formation, dans des zones que l'on croyait impropres à toute culture.

L'autogestion est désormais une option, un acquis irréversible de la révolution. Malheureusement, le système mis en place à l'indépendance était hypercentralisé, lourd et finalement peu efficace. La dualité de pouvoir entre le président de comité de gestion, élu, et le directeur, nommé par l'Etat, réel détenteur du pouvoir, a conduit à de fréquents conflits. Le système de rémunération sans prime ne comportait aucun stimulant. Plusieurs réformes se sont succédées, la dernière date de 1969. Celle-ci semble contradictoire dans la mesure où elle aggrave la dualité de pouvoir et « encourage les népotismes locaux » (p. 141).

Chaque ouvrier s'est vu également attribuer un lopin de 5 ares. Si l'institution demeure vivante, il reste à révaloriser son rôle économique. « En Algérie, on fait passer les principes avant la nature humaine » (p. 143).

Sur un plan plus général, la chute de la production agricole de 1960 à 1968 a été de l'ordre de 25 %. Elle affecte aussi bien la qualité que la quantité. Fait plus grave, l'Algérie importe des denrées alimentaires, ces achats extérieurs se montent à 16 % de l'ensemble des importations ! La production céréalière s'accroît moins vite que la consommation, la vigne est un héritage encombrant mais très bien adapté aux contraintes du pays.

A propos de vin, l'Algérie a signé avec l'U.R.S.S. un accord de compensation fort peu bénéfique pour elle : l'U.R.S.S. se fait payer en dollars le blé qu'elle vend et lui achète du vin par troc. Certes, « on ne peut sous-estimer la responsabilité de la France dans la dégradation du commerce du vin », et la conversion du vignoble apparaît aujourd'hui comme « un luxe de riche » (p. 115).

L'émigration est une soupape de sûreté, face à la démographie galopante et au chômage structurel. Peut-on reculer les contraintes socio-culturelles qui bloquent le développement ?

Le capitalisme d'Etat, installé au nom de l'efficacité, ne peut à lui seul résoudre tous les problèmes de la construction d'un véritable socialisme. « Deux dangers guettent le pays, l'autosatisfaction et la fuite en avant ».

(Ph. Mainié)

SERRUYS (Jean). — « *De Colbert au Marché commun* ». Ed. Emile Paul, 300 pages (25 Fr.).

Le lundi de Pâques dernier, à 7 heures du soir, les spectateurs de la télévision amateurs d'histoire, furent comblés. On présentait celle de la rue du Bac, dont le ruisseau inspirait à Germaine de Staël une nostalgie que, ni le lac Léman, ni les soirées du château de Coppet, ni les amours de son cœur innombrable ne pouvaient dissiper, et où Châteaubriand mourut au n° 120, le 4 juillet 1848.

Avec un art discret, M. Jean Serruys, fils de feu Daniel Serruys, l'un des meilleurs économistes de son temps, qui dirigea le Blocus dans la seconde guerre mondiale, les accords commerciaux entre les deux guerres, et fut Haut-Commissaire de l'Economie nationale avant de devenir l'un des promoteurs du Marché commun, évoqua son livre : « *De Colbert au Marché commun* ».

Nul mieux que lui n'était placé pour traiter ce vaste sujet. En outre, il habite au 102 rue du Bac, un hôtel qu'occupa à partir de 1722 l'une des petites-filles de Colbert, la princesse de Chalais.

A 20 ans, femme et belle-fille de ministres, elle vécut dans l'intimité de Louis XV jusqu'à la fin du règne de celui-ci, le 10 mai 1774. Souverain d'intelligence trop méconnue, Louis XV subit un curieux mélange : prospérité des individus (les grands bourgeois en tête) face à l'impécuniosité du souverain.

Sur Napoléon III, cet autre méconnu, ce grand libéral, qui abattit les barrières douanières par le traité de commerce franco-anglais de 1860, préparé en grand secret avec Cobden, le chef du parti anglais pour le libre-échange, M. Jean Serruys donne des lumières trop oubliées. Le résultat pratique en fut prodigieux : excédent de la balance commerciale de 2 millions de francs germinal lorsque tomba l'Empire. Mais hélas, la République revint au protectionnisme d'antan, oreiller de paresse, il faut bien le dire, pour une partie de nos agriculteurs.

Mêlant l'histoire à la petite histoire, M. Serruys crée un genre nouveau. Il manqua de justesse le prix des Ambassadeurs en 1970. Gageons qu'il fera mieux encore sous peu, méritant un succès croissant (1).

(Raoul Browne)

(1) Note de la Rédaction. — Cet ouvrage vient de recevoir le prix Broquette Gonin décerné par l'Académie Française.

THOMINE-DESMAZURES (Micheline) et MIKHALE-VITCH (Alexandre). — *Enfants et jeunes ruraux*. Edité par la S.F.E.R. - Paris, 1971, 140 pages. Préfaces de Michel Cépède et Henri Mendras.

La jeunesse rurale est, pour le grand public, une grande inconnue. Micheline Thomine-Desmazures, chargé de Recherches à l'INRA, décédée en août 1970, nous laisse une recherche approfondie sur cette population si importante pour l'avenir du monde rural. La Fondation Européenne de la Culture se proposait de consacrer un grand programme d'étude sur la jeunesse rurale de l'an 2000. L'auteur avait été nommé Directeur du projet. Dans le livre, présenté ici, elle n'a pas hésité à préciser les conséquences de ses recherches, en proposant des éléments pour une politique de l'éducation, adaptée en milieu rural.

Ce livre s'adresse donc aux *éducateurs*, aux *animateurs socio-professionnels*, aux *responsables d'enseignement et de formation professionnelle*, affrontés au redoutable problème des jeunes en milieu rural.

1 - Des situations ambiguës...

Les jeunes ruraux doivent affronter aujourd'hui des situations *ambiguës*. Les 20 dernières années ont vu la fin de « l'étroite superposition entre sociétés rurales et sociétés paysannes ». C'est désormais la *décomposition des processus traditionnels de socialisation du jeune rural* qui est à l'origine d'une situation ambiguë pour lui.

Ce livre analyse « comment les enfants et les jeunes ruraux vivent leur écartèlement entre les vestiges de la civilisation rurale et les incitations de la civilisation urbaine ».

L'enfance du jeune rural commence dans *l'isolement* de la ferme familiale. Il y souffre de l'absence d'une relation privilégiée avec sa mère qui travaille dehors. Durant sa scolarité, son horizon social s'élargit certes, mais cet élargissement est surtout orienté vers l'intégration au village.

Finalement, cet enfant « est essentiellement *uni-dimensionnel*, car il ne dispose ni de représentation, ni par conséquent, d'aspirations à d'autres existences possibles. Cette situation est tout à fait opposée à celle de l'enfant des sociétés urbaines, caractérisées par l'extrême diversité des groupes qui les composent et par la multiplication des modèles idéaux, auxquels l'individu est appelé à s'identifier.

En misant sur le changement, les jeunes renoncent à adhérer aux modèles que leur proposent leur famille et leur milieu. *Mais délaissant ainsi une société basée sur l'interconnaissance, ils se trouvent en pleine insécurité.*

Dans la société traditionnelle, le jeune rural se trouvait pris en charge *par sa classe d'âge*, véritable unité sociale, qui se cristallisait au moment du service militaire. En attendant, elle décidait des loisirs, assurait une coopération matérielle de ses membres, prenait chaque individu en charge et assurait en 4 à 5 années l'insertion de l'adolescent dans le village. Aujourd'hui, la classe d'âge est minée par la dépopulation.

Les choix professionnels du jeune rural, au retour du service militaire, vers 21 ans, se traduisent souvent par un

conflit entre enfants et parents à propos de l'exploitation agricole et de sa finalité.

2 - La famille et l'école contestées

Certes, la famille lui permet encore d'échapper à la prolétarianisation et au refus total du changement. *La force de cette famille continue d'être « le berceau d'un des graves handicaps dont souffrent les jeunes, quand ils ont à saisir les exigences de la société moderne ».*

La responsabilité de l'école dans *la perpétuation de ce handicap* est évidente. Le pourcentage des illettrés est trois fois plus important pour les jeunes ruraux que pour l'ensemble du contingent. Les quelques-uns qui « réussissent » dans la vie sont plutôt des enfants de cultivateurs propriétaires. *La politique scolaire tend à maintenir les jeunes ruraux dans leur « ghetto »*, en limitant les possibilités de formation des jeunes chefs d'exploitation, en établissant des cloisonnements rigides entre les types de formation ! Il est tout à fait anormal que les exploitants agricoles, les techniciens, les ingénieurs agricoles soient formés par des filières totalement différentes !

Ainsi non seulement le service offert en matière d'instruction est de moins bonne qualité qu'en ville, mais les dépenses d'éducation des parents sont plus importantes que celles des parents habitant les centres urbains.

Des ensembles scolaires intercommunaux, de taille suffisante pour assurer une bonne pédagogie, des classes maternelles, combien indispensables ! Tout cela manque cruellement. Les classes uniques sont loin d'être éliminées aujourd'hui.

3 - L'intégration au monde moderne

Par quels instruments se révèle l'intégration des jeunes ruraux au monde moderne ?

Les revenus dont ils disposent sont plus faibles que ceux de la plupart des jeunes des autres catégories socio-professionnelles. La rémunération des aides familiaux est nettement insuffisante (la moitié de celle du salarié agricole). Les revenus des jeunes chefs de ménage en agriculture (moins de 25 ans) sont, d'après Ruault, le tiers de ceux des jeunes chefs de ménage en milieu ouvrier.

En matière de *loisirs*, les handicaps des jeunes ruraux sont également assez clairs : s'ils lisent davantage la presse hebdomadaire que les jeunes des villes, ils pratiquent moins les sports et font moins fréquemment partie de clubs, d'associations ou de mouvements de jeunes.

Les insuffisances de la formation professionnelle des adultes contribuent au marasme et poussent ces jeunes à migrer dans les pires conditions.

4 - L'animation remet en cause l'aménagement rural

L'animation socio-culturelle devrait jouer un rôle essentiel, en prenant le rural dans sa « pluralité indissociable » : métier, famille, loisir, vie de citoyen. C'est autour du *village-centre* que cet équipement socio-culturel devrait voir le

jour. Dans ce problème d'aménagement, la concertation entre les Ministères (Education Nationale, Agriculture, Jeunesse et Sports) est rarement bien réalisée.

« Seule l'animation touchant la famille pourrait permettre au jeune de franchir la situation d'acculturation sans trop souffrir de l'affrontement de deux civilisations ».

5 - Quelle place pour les femmes ?

La gravité des problèmes des jeunes filles n'échappe pas aux auteurs. Il y a chez la plupart d'entre elles une *incertitude essentielle* par rapport à l'évolution du milieu agricole, par rapport à la place de la femme *dans le couple* et *dans la société villageoise* ».

La frustration domestique des jeunes femmes de 20-30 ans est bien connue des jeunes filles : cohabitation, dureté du travail, manque de ressources financières, saleté, isolement, absence de loisirs, apparaissent de plus en plus difficiles à supporter. Cette insatisfaction féminine ne suscite pas généralement de révolte absolue : les jeunes filles visent surtout à devenir les égales, les collaboratrices de l'homme, à s'ouvrir au monde extérieur et à contribuer à la sécurité du ménage. Elles ne veulent pas se confiner aux seules tâches ménagères. Pourtant, beaucoup de conseillers développent la pensée que la promotion des agriculteurs passe par la suppression du travail féminin dans les exploitations. « Or une agriculture sans femmes, c'est aussi la désertification du milieu rural ».

Quelle sera donc la place des femmes dans l'agriculture de demain ? C'est un problème difficile, qu'éclaire la boutade suivante : « Quand nous trayions les vaches à la main, on avait encore besoin de nous. Maintenant que ce travail devient plus intelligent (avec les machines), on nous remercie ! ». Quel dialogue s'établira demain entre la femme et son mari ?

La rénovation de l'habitat est une des faces de ce combat ambigu entre rénovation domestique et rénovation de l'exploitation. « La chambre à coucher reste trop souvent un dortoir, la salle à manger une pièce réservée aux cérémonies ».

6 - La presse féminine, instrument de frustration ?

La presse féminine, en développant des « thèmes de rêves », n'est-elle pas un instrument de frustration ? « Que savons-nous des frustrations vécues par les jeunes femmes rurales, de leurs rêves compensateurs ? ». Des enquêtes soulignent *l'importance actuelle de l'anxiété féminine rurale*. A Plodémet, 20 % des femmes usaient de somnifères, contre 9 % seulement pour les hommes !

En conclusion, « le double mouvement d'épuration des valeurs traditionnelles et de réinterprétation des valeurs citadines » crée des difficultés spécifiques. Les jeunes ruraux s'opposent avec originalité à l'extension unilatérale des valeurs citadines. Mais ils sont acculés à découvrir de *nouvelles* voies d'adaptation.

Dans cette recherche, « il n'y a pas seulement une lutte entre des parents partisans d'un système périmé et des enfants épris d'avantages sociaux, de loisirs, (...) ; il y a aussi un conflit intérieur : les jeunes ruraux, façonnés malgré eux par leur entourage familial, ont à vaincre leur propre conservatisme, avant que d'avoir à persuader des parents hostiles ou indifférents ».

Toute politique éducative ne deviendra vraiment efficace que si elle s'appuie sur une animation fondamentale du milieu : « l'adaptation du jeune rural au monde moderne dépend de la mutation même de la mentalité familiale ».

(Ph. Mainié)